



MONITEUR DES RISQUES POLITIQUES

1^{er} novembre 2007

Au sommaire :

LATIN AMERICA / AMERIQUE LATINE

Guatemala : Un nouveau président suffira-t-il à résoudre certains des problèmes du pays?

Argentine : Victoire de la sénatrice et première dame Cristina Fernandez de Kirchner dès le premier tour de l'élection présidentielle

MIDDLE EAST AND NORTH AFRICA / MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Iran : Patience américaine à bout

EAU : Nouvelle manifestation massive d'ouvriers

EUROPE AND CENTRAL ASIA / EUROPE ET ASIE CENTRALE

Pologne : Victoire de la Plate-forme civique positive pour les Polonais, pour l'Europe et pour les investisseurs

LATIN AMERICA / AMERIQUE LATINE

Guatemala : Un nouveau président suffira-t-il à résoudre certains des problèmes du pays?

Les Guatémaltèques se rendront aux urnes le 4 novembre pour un deuxième tour de l'élection présidentielle qui opposera le général à la retraite Otto Pérez Molina, tenant de la ligne dure en matière de sécurité et membre du Parti patriotique (PP), à Alvaro Colom, de l'Union nationale de l'espérance (UNE), de centre gauche. Tous deux étaient arrivés en tête du premier tour, le 9 septembre. L'élection se déroule dans un climat politique particulièrement violent avec des assassinats politiques en forte augmentation par rapport à 2003.

Les sondages successifs les donnant au coude à coude, les deux candidats essaient de séduire l'opinion publique en se concentrant sur leurs principaux atouts, Otto Pérez Molina préconisant une main de fer face à l'insécurité, promettant une lutte immédiate contre la violence et la corruption, tandis que Alvaro Colom insiste sur la lutte contre la pauvreté et sur la création d'emplois. Le vote des peuples autochtones est un des grands points d'interrogation à la veille de ce deuxième tour. Ils représentent environ la moitié de la population mais restent marginalisés et ils ne forment pas un bloc uni. En septembre dernier, ils ont cependant été plus nombreux à aller voter qu'en 2003.

Point de vue du PRAD : Un des principaux défis pour le prochain président sera de proposer un train de mesures budgétaires que le Congrès et l'élite du pays puissent accepter. L'actuel président du Guatemala, Oscar Berger, n'y est pas parvenu pendant son mandat.

Le prochain président devra aussi s'attaquer à la pauvreté, aux inégalités et à la violence croissante, sans oublier de renforcer la primauté du droit. Ce dernier élément préoccupe particulièrement, car par manque de juges suffisamment formés, l'impunité est en augmentation. Sans réelle réforme budgétaire, il sera très difficile de réaliser ces multiples objectifs. (G. Cadet)

Argentine : Victoire de la sénatrice et première dame Cristina Fernandez de Kirchner dès le premier tour de l'élection présidentielle

Christina Fernandez de Kirchner a remporté haut la main l'élection présidentielle argentine dès le premier tour en réunissant sur son nom près de 45 % des suffrages, Elisa Carrió arrivant en deuxième place loin derrière, avec 23 % des voix. Son époux, le président sortant Nestor Kirchner, homme politique populaire, dirigeait le pays pendant la crise économique de 2001. La campagne



de Cristina Fernandez de Kirchner a survécu à une série de scandales de corruption qui ont éclaté l'été dernier, et elle a grandement bénéficié de ce que l'opposition était trop divisée pour former un front uni contre les Kirchner.

Point de vue du PRAD : Les cyniques diraient que le gouvernement de Nestor Kirchner a été marqué par une approche autocentrée de l'élaboration des politiques et par des stratégies à court terme destinées à maintenir sa popularité au détriment des réformes économiques. Cela a certes servi la candidate, mais il se peut qu'elle ait du mal à gérer les effets cumulés de ces politiques. Sa victoire tient en partie à une absence d'opposition et à l'attrait du nom de Kirchner, mais elle a recueilli moins de soutien absolu que les vainqueurs passés de la présidentielle. En fait, l'électorat lui confie-t-il peut-être un mandat moins fort que ne le suggérait d'abord le résultat du premier tour.

Il se peut que la solidité du mandat de Cristina Fernandez de Kirchner ne tarde pas à être éprouvée, car les investisseurs potentiels attendront de son gouvernement des indications rapides d'un changement politique par rapport à celui de son prédécesseur. Pendant la crise de 2001-2002, le gouvernement argentin a imposé le plafonnement général des tarifs de la plupart des services publics, et bien des sociétés de services publics ont subi des pertes considérables à cause du gel prolongé des tarifs. Les producteurs de gaz naturel ont dû *pesifier* leurs prix (les convertir de USD en pesos argentins), ce qui s'est traduit par une réduction de près des deux tiers de leur valeur réelle, et ces prix ont ensuite été plafonnés. La menace de Nestor Kirchner, en janvier 2005, d'annuler les concessions de plusieurs sociétés d'électricité et d'un service d'eau parce qu'ils auraient enfreint les dispositions de leurs contrats exigeant des investissements continus dans les centrales et les infrastructures, a empoisonné les relations entre les entreprises et le gouvernement. Le recours par ce dernier à la Loi sur l'approvisionnement de 1974, qui autorise le président et le Cabinet à plafonner le prix d'un bien ou d'un service et à fixer les niveaux de production industrielle et commerciale, n'a pas aidé. En 2006, le gouvernement a annoncé que les sociétés pétrolières devraient obtenir l'autorisation d'exporter les produits pétroliers, faisant valoir que ces restrictions étaient nécessaires pour assurer au pays assez de pétrole pour couvrir ses propres besoins. Shell s'est par la suite vu infliger une amende de 7,4 M USD pour ne pas avoir suffisamment approvisionné le pays en carburant diesel. Cette année, Esso a fait savoir qu'elle quittait l'Argentine en raison d'inquiétudes quant aux conditions d'exploitation.

Cristina Fernandez de Kirchner pourrait se trouver dans une position difficile : une base de soutien peut-être pas aussi importante que sa victoire au premier tour ne le laisserait supposer, l'impatience évidente de certains grands investisseurs et, enfin, une situation probablement intenable de contrôle continu des tarifs et des taux de production par l'État. (S. Schneider)

MIDDLE EAST AND NORTH AFRICA / MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Iran : Patience américaine à bout

Le 24 octobre 2007, les É.-U. ont pris de nouvelles sanctions unilatérales contre l'Iran. On s'y attendait largement, mais le nombre d'entités visées est plus important que prévu. Avançant des craintes de prolifération, ils ont sanctionné la Banque Melli et la Banque Mellat – banques d'État –, les Gardiens de la Révolution et le ministère de la Défense iranien. Les sanctions visaient aussi plusieurs sociétés iraniennes, dont l'entreprise de construction Khatam al-Anbya et Oriental Oil Kish. Elles interdisent toute transaction entre les entités et des entreprises américaines. Plus important encore, elles mettront très certainement un frein au commerce international avec l'Iran, étant donné le rôle important et obscur des Gardiens de la Révolution dans l'économie iranienne. Les É.-U. ont aussi qualifié ces derniers de groupe terroriste et la Banque Saderat, de financier du terrorisme.

Point de vue du PRAD : En prenant des sanctions radicales contre trois des principales banques nationales iraniennes et contre les Gardiens de la Révolution, les É.-U. montrent leur agacement devant l'absence de consensus à l'ONU pour ce qui est de durcir les sanctions contre l'Iran et la



mollesse de ses efforts pour ce qui est de dissuader les entreprises et les banques étrangères de faire des affaires avec la République islamique.

Les mesures américaines interviennent avant une réunion de l'AIEA sur l'Iran prévue pour fin novembre 2007. Les É.-U. insisteront pour qu'une troisième série de sanctions onusiennes soient prises, mais ils seront probablement confrontés à une opposition russe et chinoise, au moins jusqu'au début de 2008. En l'absence d'autres sanctions de l'ONU, il faut s'attendre à ce que Washington continue de durcir ses propres sanctions contre Téhéran.

La réaction de l'Iran aux sanctions américaines reste cohérente. Saeed Jalili, nouveau négociateur iranien pour le dossier nucléaire, les a rejetées en ces termes : « Les nouvelles sanctions, comme les autres avant, n'auront aucune incidence sur les politiques de l'Iran. » En dépit des déclarations publiques, ces sanctions dures auront sans aucun doute des répercussions négatives sur un secteur bancaire iranien déjà en difficulté. (S. Campagna/N. Mercer)

EAU : Nouvelle manifestation massive d'ouvriers

Une grande manifestation rassemblant plus de 4 000 ouvriers de chantier originaires d'Asie du Sud travaillant dans la zone industrielle Jebel Ali, dans l'émirat de Dubaï, attire encore une fois l'attention internationale sur le sort de la main-d'œuvre étrangère nombreuse utilisée dans les Émirats arabes unis. Pendant deux jours, les 27 et 28 octobre, les ouvriers ont revendiqué de meilleurs salaires, de meilleures conditions de logement et des moyens de transport pour se rendre sur les chantiers. Il y a eu quelques violences. Ainsi, les manifestants auraient vandalisé un immeuble et bombardé de pierres la police anti-émeutes et ses véhicules. Certains manifestants risquent maintenant l'expulsion.

Point de vue du PRAD : Cette dernière manifestation fait partie d'une série de mouvements de protestation survenus dans les EAU au cours des toutes dernières années. Les grèves et les syndicats sont illégaux dans les EAU, mais le gouvernement est pleinement conscient de la gravité du problème et il a pris un certain nombre de mesures pour essayer de répondre aux préoccupations de sa population étrangère importante. Il a ainsi mis en place de meilleures prestations de maladie, il a amélioré les conditions de vie, y compris en instituant des pauses aux heures les plus chaudes en été, et il sévit contre les employeurs qui tardent à payer leurs employés, voire refusent de leur régler ce qu'ils leur doivent. Cependant, faute d'inspecteurs qualifiés, le gouvernement a du mal à faire respecter cette réglementation. Donc, malgré ses efforts, les travailleurs continuent d'avoir des réels griefs. Le PRAD s'attend par conséquent à d'autres mouvements de protestation isolés. Le risque d'expulsion a longtemps dissuadé de protester durablement et de recourir à la violence, mais il semble que les manifestations, une fois commencées, peuvent rapidement prendre de l'ampleur. Il reste possible que des manifestations futures dégénèrent. (S. Campagna/N. Mercer)

EUROPE AND CENTRAL ASIA / EUROPE ET ASIE CENTRALE

Pologne : Victoire de la Plate-forme civique positive pour les Polonais, pour l'Europe et pour les investisseurs

Le climat politique est assez instable en Pologne depuis la chute du communisme, les gouvernements sortants se montrant incapables de remporter les élections parlementaires. C'est ce qui s'est de nouveau produit le 21 octobre 2007. Ces élections anticipées, organisées avec deux ans d'avance, ont été provoquées par l'éclatement, en août, de la coalition dirigée par le PiS après une série de scandales de parti et de départs ministériels. Le parti conservateur, catholique et populiste au pouvoir, Droit et justice (PiS), a perdu et ses anciens partenaires de coalition ne sont plus du tout représentés au *Sejm* (parlement). La coalition d'opposition, baptisée Plate-forme civique (PO), favorable à l'investissement et encore plus aux entreprises, a remporté 41,5 % des voix et 209 sièges au *Sejm*, alors qu'en 2005, elle n'en avait obtenu que 133. Le PiS a recueilli



32 % des suffrages et ses anciens partenaires de coalition ont disparu du paysage politique polonais. Le taux de participation était le plus élevé jamais enregistré depuis la chute du communisme.

Point de vue du PRAD : L'ampleur de la victoire de la PO a surpris nombre d'observateurs, étant donné, notamment, le fait que les sondages préélectoraux donnaient les partis au coude à coude. On peut voir dans cette victoire une réaction à la rhétorique nationaliste du PiS, à sa piètre gestion et à ses répercussions sur la réputation de la Pologne à l'étranger. Le PiS et ses dirigeants, l'ancien premier ministre Jaroslaw Kaczynski et son frère jumeau le président Lech Kaczynski, s'étaient mis l'Allemagne et la Russie à dos par des propos incendiaires qui n'ont guère servi les intérêts de la Pologne dans l'UE ou en Europe centrale et orientale. Le PiS et ses anciens partenaires de coalition se montraient également trop tièdes vis-à-vis de l'investissement étranger dans le pays, ce qui devenait de plus en plus inquiétant. La PO est pro-européenne de manière générale, mais le parti compte quelques eurosceptiques. Le nouveau gouvernement devrait donc être nettement plus pro-européen que son prédécesseur, mais il continuera certainement d'affirmer la souveraineté nationale polonaise sur des questions clés, comme celle du vote à l'UE.

Il est probable que la PO formera une coalition avec le Parti des paysans polonais (PSL), ce qui lui donnera une majorité de 240 sièges et, donc, une plus grande stabilité gouvernementale que celle dont bénéficiait la coalition tripartite précédente dirigée par le PiS. Tout dépend cependant de la formation d'un partenariat uni au sein duquel les deux partis collaborent pour définir une politique européenne plus ouverte et plus souple ainsi qu'une approche plus dynamique pour attirer l'IDE. Cependant, pour conserver son soutien, la PO devra tenir compte des intérêts ruraux de son allié. Le PPA a, au fond, pour but d'asseoir un certain pouvoir politique. Il est donc probable qu'il se montrera favorable à une coalition solide afin de conserver sa nouvelle influence politique.

La majorité dont dispose le gouvernement de la PO au *Sejm* n'empêchera pas le président Lech Kaczynski d'essayer d'opposer son veto aux lois qu'il proposera. Le président s'est montré très partisan dans le passé et il cherchera probablement à exercer son influence au nom du PiS d'opposition. La coalition de la PO aura besoin de l'appui d'un autre parti, peut-être de l'Alliance démocratique de gauche, pour obtenir la majorité législative de 60 % nécessaire pour repousser tout veto présidentiel. C'est ce qui arrivera probablement. Il est ressorti des élections du 21 octobre un nouveau gouvernement de la Plate-forme civique favorable à l'investissement et à l'UE qui rendra la politique plus prévisible et assurera plus de stabilité générale de moyen à long terme. Les investisseurs et les gouvernements des pays membres de l'UE, las de l'attitude hostile et nationaliste des Kaczynski, se félicitent de la victoire de la PO. (A. Bennett)

Ce rapport est une compilation de renseignements du domaine public. Il ne vise pas à donner de conseils précis et ne doit pas être considéré comme tel. Aucune démarche ne devrait être entreprise et aucune décision ne devrait être prise sans procéder au préalable à une étude indépendante, laquelle devra être assortie d'un avis professionnel. Les renseignements qui sont contenus dans ce rapport sont censés être exacts au moment de leur diffusion sur le site Internet, mais EDC ne peut garantir leur exactitude ou leur opportunité après cette date. EDC ne pourra être tenue responsable de pertes ou de dommages découlant d'inexactitudes, d'erreurs ou d'omissions liées à ces renseignements.